

5 janvier 2011 | Le Droit | ARIANE ARIANE LACOURSIÈRE LACOURSIÈRE LaLaPresse Presse MONTRÉAL —

Plusieurs écoles privées toujours délinquantes

Des dizaines d'écoles privées du Québec ne respectent toujours pas les exigences ministérielles révèle le dernier rapport de la Commission consultative de l'enseignement privé, publié quelques jours avant Noël. Alors que certains établissements exigent des dons de 1500 \$ des parents en plus des frais de scolarité, d'autres ne déclarent pas tous leurs élèves ou remplacent les cours d'éducation physique par des études juives.

À l'Académie Beth Esther à Outremont, les arts, le cours d'éthique et culture religieuse et le cours d'éducation physique sont intégrés aux études juives. Parmi les 23 enseignants, seulement quatre détiennent une autorisation légale d'enseigner. De plus, cette école n'offre que 17 h 30 de cours au primaire et 13 heures au secondaire, soit nettement moins que les 25 heures prescrites par le ministère de l'Éducation (MELS). Toutes ces lacunes ont amené la Commission à ne renouveler le permis de cet établissement que pour deux ans.

À l'Académie culturelle de Laval, gérée par l'Association islamique des projets charitables (AIPC), 166 élèves fréquentent les classes du préscolaire et du primaire. Mais la commission s'inquiète du fait que parmi les activités économiques déclarées par l'AIPC, on mentionne uniquement que l'établissement veut « propager l'enseignement islamique parmi les musulmans et les non-musulmans ».

La directrice de l'Académie, Carine Gafsi, assure que son établissement respecte le programme pédagogique du ministère. « Nos élèves sortent d'ici et sont admis dans les meilleures écoles », assure-t-elle.

Des dons obligatoires

À l'école Rudolph-Steiner, à Notre-Dame-de-Grâce, les 70 élèves ne reçoivent pas une formation adéquate. On apprend également que les droits de scolarité sont trop élevés au primaire « puisqu'un don sans reçu d'un minimum de 1500 \$ » est exigé des parents. La Commission a accepté de renouveler le permis de l'école Rudolph-Steiner, mais seulement pour un an.

L'école arménienne Sourp Hagop de Montréal tarde aussi à respecter les exigences ministérielles. Quatorze de ses 63 enseignants ne sont pas qualifiés. Le matériel didactique utilisé n'est pas approuvé par le MELS. Au primaire, seulement 45 minutes d'éducation physique sont offertes alors que Québec prescrit deux heures. Et le cours d'éthique et culture religieuse n'est pas enseigné de la manière prévue. La Commission exige un plan de redressement et a accepté de renouveler le permis uniquement pour un an.

Des élèves non-déclarés

À l'Académie des jeunes filles Beth Tziril de Boisbriand, 332 élèves majoritairement juives hassidiques sont scolarisées. Mais la Commission déplore que seulement 215 élèves aient été déclarés au gouvernement. De plus, seulement trois des 21 enseignements sont qualifiés. L'établissement a aussi transmis de fausses informations à Québec. « Certaines données transmises contredisent ce qui a été observé lors de la visite, notamment en ce qui concerne la langue d'enseignement au secondaire et le matériel didactique », peut-on lire.

Les lacunes observées sont si sévères, que le permis de cette école n'est renouvelé que pour un an. La Commission mentionne que si rien ne bouge d'ici là, le MELS pourra carrément révoquer le permis. Le Collège rabbinique du Canada ne déclare également pas tous ses élèves, selon la Commission. En tout, l'établissement dit accueillir 59 élèves. « Un problème de non-déclaration semblerait toutefois persister puisqu'environ 180 élèves fréquentent l'école », lit-on dans le rapport.

Par ailleurs, il est noté que le Collège rabbinique du Canada, tout comme d'autres écoles juives, a signé une entente formelle avec Québec et qu'il s'engage à corriger ses lacunes.

Au Collège, on dit vouloir respecter la loi. On assure que plusieurs éléments ont été rectifiés dernièrement et que l'établissement progresse, notamment dans le dossier du temps alloué par matière.

5 janvier 2011 | Le Droit | CATHERINE CATHERINE LAMONTAGNE LAMONTAGNE
clamontagne@clamontagne@ledroit.ledroit.com com

Des Burundais iront à l'école grâce à une fondation gatinoise

Il y a cinq ans, Berchmans Nijimbere s'est donné pour mission de continuer l'oeuvre de son père au Burundi et de contribuer au développement de l'éducation des enfants dans son pays natal. En 2011, l'argent recueilli via la fondation créée par ce résident de Gatineau aura permis d'agrandir l'école primaire fondée par son père, à Ruvumu, et ainsi d'offrir un enseignement de qualité à plus de 550 élèves annuellement.

C'est en 2004 que Berchmans Nijimbere et sa femme Chantal Biron ainsi que deux autres partenaires, Gérard Godin et Robert Guay, ont mis sur pied la Fondation Accès-École Pierre Kirandage. À l'origine, le quatuor avait pour objectif de payer les frais de scolarité des jeunes Burundais afin que ceux-ci puissent fréquenter l'école.

« Nous avions l'école mais plusieurs enfants ne pouvaient pas la fréquenter car les parents étaient incapables de payer les frais qui s'élevaient à environ 2 dollars canadiens par an. Dès la première année, nous avons réussi à payer les frais de scolarité de tous les élèves », explique Berchmans Nijimbere.

Un défi important attendait toutefois l'école Pierre-Kirandage et la fondation un an plus tard. Le gouvernement du Burundi ayant aboli les frais de scolarité pour les élèves fréquentant l'école primaire, des dizaines d'enfants sont arrivées dans les salles de classe de l'établissement scolaire à la rentrée scolaire de 2005.

« Rapidement, notre comité sur place nous a mentionné le manque d'espace. Dans certaines classes, il y avait près de 80 élèves », souligne M. Nijimbere.

À l'aide de dons provenant de collègues de travail, de membres de la famille et d'amis, la Fondation Accès-École Pierre-Kirandage a réussi à amasser plus de 50 000 \$, somme nécessaire à la construction de six nouvelles salles de classe pour 2011.

« C'est un miracle d'avoir réussi ce projet mais cela nous tenait beaucoup à coeur. L'éducation est à la base de tout développement », mentionne le président de la fondation.



Le prochain défi pour l'école Pierre-Kirandage sera le recrutement de personnel. L'établissement scolaire, situé en région éloignée, peine à recruter des enseignants et M. Nijimbere aimerait remédier à la situation en bâtissant des appartements à prix modique à proximité de l'école.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

5 janvier 2011 | Le Droit | LeDroit

L'ÉCOLE FRANCOJEUNESSE INAUGURE SON NOUVEAU PAVILLON

Près de 180 élèves du jardin et de la maternelle ont fait leur entrée hier dans le nouveau Pavillon de l'école élémentaire publique Francojeunesse, sur la rue Wilbrod. L'édifice de trois étages comprend neuf salles de classe, un petit gymnase et des espaces à bureau. « Les élèves de la 1^{ère} à la 6^e année peuvent occuper certains locaux vides pour ainsi améliorer le fonctionnement de l'école, tandis que les élèves de la maternelle et du jardin peuvent pleinement profiter d'un pavillon aménagé spécifiquement pour répondre à leurs besoins », a déclaré le directeur de l'éducation, François Benoit.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

5 janvier 2011 | Le Droit | MALORIEMALORIEBEAUCHEMIN BEAUCHEMIN LaLaPresse Presse

Deux nouveaux ministres, deux promotions

Continuité ou préparation en vue d'une éventuelle campagne électorale : c'est finalement un remaniement mineur de son cabinet qu'a annoncé le premier ministre Stephen Harper hier, au grand dam de l'opposition, qui s'attendait à de plus grands changements.



La Presse Canadienne

Le premier ministre Harper a effectué un remaniement mineur, hier. « C'est le temps de maintenir le cap », a-t-il souligné.

Sans surprise, le candidat vedette des dernières élections partielles automnales, Julian Fantino, a fait son entrée au Conseil des ministres. L'ex-commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, et ancien chef de police de Toronto obtient toutefois un poste de ministre junior ; il sera responsable des aînés.

Celui qui a réussi à faire tomber le bastion libéral de Vaughan, en banlieue de Toronto, à la fin novembre, remplacera ainsi Diane Ablonczy, qui devient ministre d'État des Affaires étrangères, responsable des Amériques et des affaires consulaires.

Elle remplace à ce poste Peter Kent, qui lui aussi est promu : l'ex-présentateur de télévision devient le quatrième ministre de l'Environnement en cinq ans.

C'est d'ailleurs le départ précipité de Jim Prentice, qui a quitté en novembre dernier son poste de

ministre de l'Environnement pour le monde bancaire, qui a forcé la tenue de ce remaniement, que le Stephen Harper a voulu sous le signe de la continuité.

« J'ai une équipe qui travaille depuis des années maintenant sur les problèmes de la récession mondiale. Je pense que maintenant, c'est le temps de maintenir le cap et pas de faire de grands changements, a souligné M. Harper. Le gouvernement veut gouverner, maintenir l'emphase sur l'économie et c'est pour cette raison que je n'apporte que des changements mineurs, pour que les ministres continuent le travail qu'ils font dans leurs dossiers respectifs. »

Finalement, toujours dans le but de faire de l'économie sa priorité, le premier ministre crée un nouveau poste de ministre d'État aux Finances, qu'il confie au député albertain Ted Menzies, qui était jusque-là secrétaire parlementaire du ministre Jim Flaherty.

Un « geste préélectoral »

Bien que le premier ministre ait répété, hier, ne pas vouloir d'élections dans les prochains mois, pour les partis de l'opposition, ce remaniement est le signe clair que les Conservateurs se préparent justement à un scrutin printanier.

« Lentement mais sûrement, M. Harper est en train d'établir sa stratégie politique pour la prochaine campagne », a estimé le député du Bloc québécois, Mario Laframboise.

« Il est en train de valoriser la Couronne de Toronto. C'est un choix politique qu'il fait », a-t-il ajouté, en référence à la promotion et la nomination au Conseil des ministres de deux députés de la banlieue nord de la métropole ontarienne.

Pour le leader adjoint du NPD, Thomas Mulcair, la promotion de deux députés albertains est aussi un geste préélectoral significatif. « M. Harper envoie le signal très clair que sa province, l'Alberta, c'est sa priorité et qu'il est en train de travailler très fort dans la Couronne de Toronto. L'Ouest canadien et Toronto font partie de ses priorités, et très clairement, le Québec n'en fait plus partie », a souligné M. Mulcair.

Certains ministres auraient mérité, selon les libéraux de Michael Ignatieff, de « bénéficier d'un changement de carrière ».

Le député libéral de Hull-Aylmer, Marcel Proulx, w cite au passage le déficit record engrangé par Jim Flaherty aux Finances, l'abolition du questionnaire détaillé du recensement par le ministre Tony Clement et l'échec à obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU par le ministre Lawrence Cannon.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

5 janvier 2011 | Le Droit | Jacques Pronovost Président et Éditeur, LeDroit

UNE NOMINATION ET UN DÉPART AU DROIT

DÉPART DU DIRECTEUR DES VENTES ET DU MARKETING

L



Claude Tremblay

LeDroit amorce l'année 2011 avec des changements importants qui lui permettront de continuer à offrir à ses lecteurs de la grande région de la capitale nationale une information de qualité. Je suis heureux de vous annoncer la nomination de Jean Gagnon au poste de rédacteur en chef. M. Gagnon occupait le poste de chef des nouvelles au quotidien LeDroit depuis 2003. Cela le place au centre des activités de couverture de l'actualité régionale depuis plus de sept ans. Son expérience et son expertise ainsi que sa grande connaissance de la région lui permettent d'avoir une vision approfondie des enjeux régionaux. Il est de plus originaire de Gatineau et il a fait ses études au Collège Algonquin d'Ottawa et à l'Université d'Ottawa. À titre de rédacteur en chef, il sera maintenant responsable de toutes les activités de la salle de rédaction du journal LeDroit et de ses projets de développement. Comme gestionnaire principal de la salle d'information, il sera aussi en charge des relations de travail du service. Un nouveau chef des nouvelles, qui sera nommé prochainement, le secondera bientôt dans ces fonctions.



Par ailleurs, c'est avec une très grande reconnaissance pour son implication, sa compétence et son dévouement à l'entreprise que je salue Claude Tremblay, directeur ventes et marketing, qui a décidé de prendre une semi-retraite et de réorienter sa carrière après plus de 28 ans au Droit, dont les seize dernières années au département des ventes publicitaires. Claude quittera le journal le 25 février. Claude a amorcé sa carrière d'abord à la salle de rédaction au milieu des années 70 et jusqu'au milieu de la décennie suivante. Après quelques années d'un autre défi à l'extérieur, il est revenu au Droit au service de la Publicité. Claude aura connu une carrière prolifique au journal et acquis la reconnaissance de la clientèle du journal. Il est de plus impliqué socialement, notamment au sein du conseil d'administration de Centraide Outaouais. Nous lui souhaitons tout le bonheur qu'il mérite en espérant qu'il pourra profiter de la vie autant qu'il a fait profiter les autres de sa présence et de ses engagements.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 5 Jan 2011 | Ottawa Citizen | BY MATTHEW PEARSON

Board scrambles to fix overcrowding

Coming school year forces OCDSB to propose six possible scenarios for First Avenue Public School

Overcrowding at elementary schools in the city's core has the Ottawa-Carleton District School Board scrambling to find at least a temporary solution for September.

The board plans to hold a forum next week to tackle the problem, which is most acute at First Avenue Public School in the northeast part of the Glebe. It was built to hold 400 students and currently has more than 550.

Hopewell Avenue Public School in Old Ottawa South and Elgin Street Public School in Centretown are also at or over capacity. Meanwhile — and in part because French immersion programs are wildly popular with many parents — English-oriented schools in the same neighbourhoods are under capacity.

The school board must come up with at least a stopgap for this September because First Avenue simply cannot fit any of the 77 junior kindergarten students currently expected to enrol.

The board will present six possible short-term solutions at a public meeting Monday at Glebe Collegiate, starting at 7 p.m.

The preferred option, as outlined in a discussion paper prepared by senior staff, would move First Avenue's junior kindergarten students to nearby Mutchmor Public School.

After one year at Mutchmor, the students registered in Early French Immersion would move to First Avenue for senior kindergarten.

The board says the move would minimize overall student disruption and free up much-needed classroom space at First Avenue, but also mean some neighbourhood families would have elementary students in the same program, but at two different schools.

(The space at Mutchmor would not be available had the school board had its way a decade ago, when it tried to close the school to save money. The board decided not to go ahead with the closing after parents revolted.)

Another option would see redirecting First Avenue's Grade 6 French-immersion students, projected at 59 for the 2011-2012 school year, to Glashan Public School in southern Centretown, which currently houses Grade 7 and 8 students and has classroom space available.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 5 Jan 2011 | Ottawa Citizen

Scramble: Measures 'to buy time'

The move could help bring the numbers at Hopewell down, but it would mean that these First Avenue students wouldn't graduate from Grade 6 from their home school.

Rob Campbell, the school board trustee for Zone 9 — which includes the Glebe and Old Ottawa South — said none of the proposed solutions would make everyone happy, but reiterated that nothing will be set in stone. The solutions are designed to disrupt as few students as possible and be easily adjusted down the road as part of future board plans, he said.

"We're just looking at temporary measures for September 2011 that will buy us time so we can all sit down and have a much longer, more in-depth discussion about more permanent measures," he said.

Campbell said he would "remain agnostic" about which option was best until the community had received a chance to make its preference known.

"It's whatever works best for the community and what will make people happy," he said, adding his focus is on ensuring the board puts long-term solutions in place that would take into consideration future enrolment forecasts and the introduction of full-day kindergarten.

The school board met with principals and school-council representatives in December to discuss a draft version of the report.

Barb Massey, the co-chair of the Mutchmor school council, said she was pleased the board was inviting public input, but feared the board's preferred plan, putting First Avenue's junior-kindergarten students at Mutchmor, could wreak havoc on some families' childcare arrangements. The Glebe is already a hard neighbourhood to find a spot at either private or non-profit child care centres, Massey said.

"It could be more disruptive to a broader section of the community," she said.

Massey said Mutchmor parents were pushing for the school board to move its middle French-immersion program from Hopewell to their school, another option the board is considering. That program would begin in Grade 4, but Massey said some parents might enrol their children in Mutchmor's English program in junior kindergarten if they knew a later French-immersion entry point was available.

"People in Ottawa want immersion options," she said.

The public can submit comments to the board about the plan until Jan. 24, when staff will compile all the feedback and submit a recommendation for trustees to vote on.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.